

# LA MOTION MILITANTE

**... pour que vive la Gauche !**

---

*Nous ne roulons pour personne,  
Nous ne roulons contre personne,  
Nous roulons pour le Parti Socialiste et ses militants.*

***Cher(e)s camarades,***

*« La motion militante » n'est pas une motion comme les autres. Ecrite par et pour les militants, elle est née d'une volonté collective de redonner à chacun d'entre vous la possibilité d'être entendu, écouté, pris en compte dans le fonctionnement et l'orientation politique du Parti socialiste.*

*A force de tout accepter, de tenter de comprendre, de se plier à la volonté de quelques uns, nous sommes aujourd'hui à la fin d'un système : la fin d'un système qui meurt de ne plus savoir se remettre en cause. L'auto-reproduction de nos responsables, érigée en principe de fonctionnement, a fini par rendre sourd et aveugle notre Parti.*

*Sourd à la colère qui gronde parmi les militants. Aveugle devant les stratégies personnelles qui tuent le débat, créent des unités de façade et nous rendent incapables de définir l'essentiel.*

*Nous avons été nombreux à exprimer notre exaspération, voire notre colère, devant l'incapacité récurrente de notre Parti à comprendre ses erreurs, à les analyser et donc à se réformer.*

*1993 n'a pas suffi. Les Etats généraux non plus... Les conventions sur la Démocratie, organisées ensuite par Lionel JOSPIN, et porteuses de nombreux changements internes, ont fini par être oubliées, rangées au fond d'un tiroir, alors qu'elles pouvaient être à la base d'une véritable mutation.*

*Le 21 avril 2002, la sanction a été terrible. Tellement terrible qu'elle en est devenue injuste. Nous pouvions espérer que cette défaite dramatique aurait au moins une vertu : celle de convaincre nos responsables qu'ils étaient -justement- responsables, et qu'ils se devaient, enfin, de tirer les leçons de leurs erreurs.*

*Or, il s'est passé quelque chose d'incroyable dans notre paysage politique : Lionel JOSPIN est parti, et ils sont tous restés... « En finir avec le 21 avril » est devenu leur priorité.*

*Comme si la vérité faisait peur, certains ont choisi de nier le problème : aucune analyse sur les erreurs ou les insuffisances qui ont conduit à la défaite du 21 avril. Surtout pas d'introspection. Pas de réflexion sur le rejet de la politique, sur l'abstentionnisme qui grimpe sans cesse, sur les adhérents qui quittent le Parti. Rien. Juste l'envie de continuer « comme avant », et de préserver les pré-carrés de chacun.*

*Pourtant, une question, essentielle, vitale, doit guider notre engagement dans le Parti Socialiste :*

***Qu'est devenue la politique ?***

***Par quel engrenage pervers et dramatique a-t-on fini par créer un rejet quasi-viscéral du monde politique au sein de la population ? Pourquoi les militants politiques sont-ils de plus en plus rares et les citoyens de moins en moins nombreux à se déplacer pour voter ?***

*Au lendemain du 21 avril, les militants et animateurs locaux des sections ont été nombreux à s'exprimer fortement, avec la force de leurs convictions, pour dire combien le Parti avait oublié d'écouter ses militants. Sur les difficultés d'application des 35 heures, sur la remise en cause des services publics et l'ouverture de leur capital, sur le droit à la retraite après 40 ans de cotisations, sur l'Europe,... Sur l'ensemble de ces sujets emblématiques, nous aurions pu - simplement en écoutant - faire d'autres choix, d'autres choix qui sans doute auraient renversé le cours de l'Histoire....*

***Il est donc impératif, dès le lendemain de notre congrès, d'adopter des règles internes qui nous permettent de ne pas reproduire ces erreurs en créant les conditions d'un échange permanent entre les militants et leurs représentants, ainsi qu'entre les militants et les élus du Parti.***

*Remettre en cohérence nos pratiques et nos valeurs, voilà l'objectif principal de cette motion. Redonner toute sa valeur à l'action politique en partageant le pouvoir à l'intérieur même de nos instances, en limitant le cumul des mandats, en ouvrant l'exercice des responsabilités à tous, et notamment en donnant aux femmes la place qui leur revient, c'est à dire la moitié de tout.*

*C'est ainsi que nous pourrons enfin donner une image de la politique susceptible de redonner confiance, espoir et envie à chaque citoyen de s'y investir.*

*La motion militante, c'est la vôtre. Nous l'avons rédigée ensemble, militants du Nord, du Sud et d'ailleurs, qui avons participé aux grands débats militants organisés à cette occasion.*

*Nous avons longtemps hésité avant de présenter cette motion. Il aurait en effet été nettement plus « confortable » pour nous de rejoindre une autre motion. Mais tous les soirs, à l'issue des débats, des militants nous ont encouragés à aller jusqu'au bout, pour faire connaître nos idées sur l'Europe, sur le chômage et les retraites, sur l'éducation.... Tous les soirs, des militants nous ont répété qu'il fallait effectivement changer les règles du jeu pour que le débat ne retombe pas, comme il est retombé après les Etats Généraux des Socialistes en 1993.*

*C'est pour être fidèles à ce combat qu'aujourd'hui les quatre contributions générales « La contribution des militants », « Pour une nouvelle gauche », « Parole militante » et « PS+ » se sont rassemblées dans « La motion militante ». L'émergence de cette motion est le seul élément nouveau de cette période de préparation du congrès. Dans les petites fédérations comme dans les grandes, à la base comme au niveau national, encore et toujours, la parole militante ne doit pas s'éteindre !*

*La motion militante, c'est un non à la résignation, un oui à l'espoir de construire un Parti socialiste uni, ouvert, audacieux et rénové.*

*Il ne tient qu'à vous de changer le cours de ce Congrès. L'avenir du Parti socialiste n'appartient à personne. Lors du vote des motions, c'est chacun d'entre vous qui aurez entre les mains l'occasion de faire de ce congrès le congrès historique de l'après 21 avril. Celui qui rendra aux Socialistes leur dignité, leur force, leur véritable unité... pour que vive la Gauche !*

\* \*  
\*

## I - QUE VOULONS NOUS ? QU'EST CE QU'ETRE SOCIALISTE ?

Après une telle défaite, intervenue alors que la Gauche venait de gouverner pendant 5 ans, le retour aux sources s'impose.

Le Socialisme est né de la conscience de l'égalité humaine, dans une société toute entière fondée sur le privilège. Depuis l'origine, les Socialistes refusent d'accepter les inégalités et l'injustice. Ils ont pour ambition de transformer la société et de construire un monde meilleur dans lequel chacun puisse s'épanouir.

*« On est Socialiste à partir du moment où l'on refuse « l'ordre des choses » en contradiction flagrante avec notre volonté de justice, d'égalité et de solidarité »... écrit Léon BLUM, en 1919, dans un texte à destination de la jeunesse.*

*« On est Socialiste quand on garde sa capacité de révolte, chaque fois qu'il y a une injustice ». En ce début de 21<sup>ème</sup> siècle, cela doit rester le fondement de notre combat collectif et de nos engagements individuels !*

**Nous voulons être porteurs d'utopies et changer la vie, vraiment !**

Nous voulons rompre avec le constat trop souvent fait, y compris dans nos rangs, de la prétendue impuissance des politiques face aux forces économiques libérales à l'œuvre au niveau national et international.

C'est pourquoi, lorsque nous sommes au pouvoir, nous ne pouvons nous contenter de gérer la société sans mettre en perspective les moyens de la transformer. Là est sûrement l'une des principales causes de notre débâcle électorale du printemps dernier.

Le résultat du 21 Avril traduit à l'évidence le sentiment d'un abandon par la Gauche de ses valeurs et d'un renoncement à la transformation sociale.

L'analyse est dure, compte tenu du bilan du gouvernement de Lionel JOSPIN et de la qualité des réformes engagées, mais comment expliquer autrement le décrochage massif des classes populaires et des classes moyennes ? Incontestablement, l'action menée les deux dernières années a manqué de lisibilité et de visibilité : où voulions-nous aller ?

La perception du sommet de Barcelone et un programme présenté comme « pas Socialiste » ont achevé la démonstration.

### Retrouver le vrai sens de la laïcité

Ainsi, le débat sur la laïcité est l'exemple le plus parlant de l'abandon progressif d'un de nos combats historiques.

Apparu en même temps que la IIIème République, le concept de laïcité est considéré comme un élément fondamental de nos valeurs républicaines. A ce titre, la question de la laïcité a figuré à l'ordre du jour d'un très grand nombre de Congrès de notre Parti.

Le monde a bien changé depuis... L'alphabétisation et le développement du niveau culturel général, la réalisation progressive d'une égalité sexuelle toujours à parfaire, le métissage des populations et des cultures, la mondialisation qui comprend en elle l'uniformisation des cultures en même temps que leur diversité, sont autant d'éléments parmi d'autres qui nous conduisent à porter un autre regard sur l'Homme...

Arguant de ces évolutions, certains intellectuels, officines et courants de pensée politique tendent à remettre en cause la notion de laïcité dont l'expression française est assez singulière puisque traduite dans la séparation stricte de l'Eglise et de l'Etat, et sous couvert d'une constitution européenne qui reconnaîtrait les origines judéo-chrétiennes de notre culture, certains aimeraient revenir sur la loi de 1905...

Ainsi, peu à peu, s'installent des limitations, des exclusions, des dérives. Et la logique sécuritaire aujourd'hui en vogue cherche non plus à protéger tant des personnes physiques que des communautés isolées les unes des autres et prêtes à s'affronter.

La laïcité doit pourtant, plus que jamais, retrouver son sens et sa force. Elle est l'expression d'un vivre ensemble qu'il nous importe de redéfinir collectivement. Les militants socialistes sont clairs sur ce sujet : ils réaffirment l'importance de cette notion qui définit un espace de liberté en dehors de tout clivage communautaire et lui redonnent ainsi sens et modernité.

Plus que jamais, la laïcité nous apparaît comme la base d'un idéal universel des Droits de l'Homme, une base sur laquelle nous entendons mener nos combats en France et au-delà.

La Refondation passe par la réaffirmation forte de notre identité et de nos valeurs : Liberté, Egalité, Fraternité, Laïcité, Solidarité. Elle passe par une meilleure analyse de la situation sociale, par la prise en compte des réalités concrètes vécues et un positionnement plus offensif face au capitalisme, globalement financier, de ce siècle. Elle suppose également la rénovation de notre Parti et la clarification de sa ligne politique.

## II - COMBATTRE LES INEGALITES

Depuis vingt ans, les inégalités ne se sont pas réduites. Certaines ont même progressé : inégalités professionnelles, inégalités de revenus, inégalités du savoir, inégalités d'accès à la culture, inégalités de la vie, inégalités territoriales...

Ces inégalités sont le produit d'une crise structurelle. Sans véritable analyse des causes de ce profond dysfonctionnement, les Socialistes prennent le risque de se couper définitivement d'une partie importante de la population.

Le 21 avril 2002, le monde du travail n'a pas voté pour le candidat socialiste. Le FN est arrivé en tête chez les salariés et les ouvriers, chez les chômeurs et les précaires mais aussi chez les jeunes de 18 à 25 ans. Cinq catégories sociales qui, autrefois, votaient à gauche. Les cadres du privé sont la seule catégorie à avoir placé Lionel Jospin en tête (Enquête sortie des urnes CSA *La Tribune*). 30% des chômeurs ont voté pour Le Pen et 14% seulement pour le candidat socialiste.

La division de la gauche n'explique pas tout : **le total des voix de la gauche plurielle est inférieur au total de l'extrême-droite chez les ouvriers (22% contre 28%) et chez les chômeurs (22% contre 36%)**. Aux municipales de mars 2001, déjà, la gauche avait perdu une trentaine de ville ! Le séisme du printemps 2002 n'est pas un incident dû à la division de la gauche. Les causes sont plus fondamentales : elles révèlent la gravité de la crise qui morcelle notre société.

Le bilan officiel était formidable : «900 000 chômeurs en moins, bientôt le plein emploi !» La réalité est plus contrastée : en 5 ans, le nombre de chômeurs cherchant un CDI à plein temps a diminué de 900.000 mais les autres catégories (chômeurs qui accepteraient un CDD ou chômeurs dispensés de recherche d'emploi) augmentaient de 440 000. Au total, le 21 avril, 3 805 000 personnes étaient inscrites à l'ANPE, alors que le baromètre officiel (la catégorie 1) ne parlait que de 2 200 000.

### **Va-t-on vraiment vers le « plein emploi » ?**

Entre 1997 et 2002, pendant que les catégories 1 et 6 de l'ANPE (demandeurs d'emploi cherchant un CDI à plein temps) diminuaient de 900.000, les catégories 2, 3, 7 et 8 regroupant des chômeurs qui cherchent -ou acceptent, faute de mieux- un CDD ou un temps partiel, augmentaient de 340.000. Par ailleurs, grâce à un décret publié en juin 1999, le nombre de chômeurs dispensés de recherche d'emploi (et disparaissant des chiffres officiels) augmentait de 100.000.

### **COURBE DE LA PAGE 66 DU CAHIER DES CONTRIBUTIONS GENERALES**

En 1993, toute la classe politique dénonçait la gravité de la crise sociale. Certains évoquaient même un vrai Munich social. La situation est-elle aujourd'hui moins grave ? Le nombre total des chômeurs a augmenté de 115 000 et la précarité a explosé.

#### **Chômage et précarité 1993-2002**

	Mars 1993	Avril 2002	Evolution
Chômage officiel (catégories 1 et 6)	3 078 000	2 648 000	- 430 000
Total des catégories 1,2,3,6,7,8 de l'ANPE	3 440 000	3 435 000	- 5 000
Chômeurs dispensés de recherche d'emplois	250 281	370 347	+ 120 000
<b>Chômage total</b>	<b>3 690 000</b>	<b>3 805 000</b>	<b>+ 115 000</b>
Personnes au RMI	604 000	1 020 000	+ 416 000
Personnes en CDD	616 000	975 000	+ 359 000

Notre feuille de route est claire :

A. Défendre avec acharnement le droit au travail pour tous, la revalorisation des rémunérations, et en priorité des bas revenus.

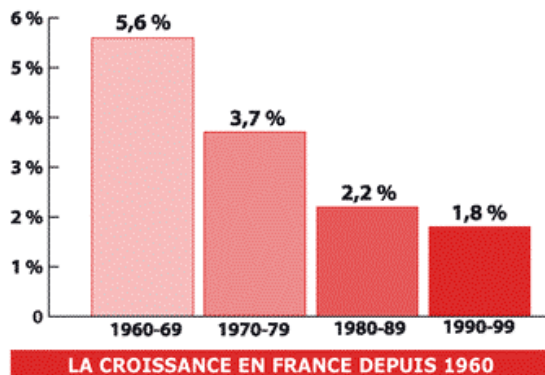
### 1. le droit au travail pour tous

Pourquoi depuis 20 ans, sommes-nous aussi peu efficaces contre le chômage? En politique comme en médecine, ce qui compte, c'est d'abord le diagnostic. Et l'on peut se demander si le diagnostic était le bon... Comment sortir du chômage? Comment sortir de l'impasse? Il nous faut intégrer deux idées fondamentales :

1. Comprendre que la croissance n'est pas, à elle seule, la solution.
2. Regarder en face la révolution de l'intelligence que nous sommes en train de vivre.

⇒ A elle seule, la croissance n'est pas la solution :

Depuis vingt ans, nos leaders affirment que la croissance est la clef de tout pour sortir de la crise sociale. Est-ce bien raisonnable? La croissance n'est que de 1,8% en moyenne depuis 10 ans. L'OCDE envisage une croissance de 1,5% en Europe pour les dix ans à venir...



Allons-nous continuer à affirmer que "de la croissance viendra l'emploi" ou allons nous enfin comprendre qu'il faut inverser la proposition : c'est d'une action radicale contre le chômage et la précarité que viendra le retour de la croissance.

Pour fonctionner, le capitalisme a besoin d'une demande forte et régulière :

**C'EST LE PLEIN EMPLOI QUI FAIT LA PROSPERITE ET NON L'INVERSE.**

Dés 1917, Henry Ford essayait de convaincre ses collègues patrons américains qu'il fallait donner de hauts salaires aux ouvriers si l'on voulait avoir assez de clients pour écouler une production de masse. Sans parler des aspects éthiques et sociaux, la société de consommation a besoin de consommateurs ! Quand près de 7.000.000 de personnes sont au chômage ou en situation précaire, les avertissements de Ford ont visiblement été oubliés...et la croissance diminue. La crise sociale finira par provoquer une vraie crise économique.

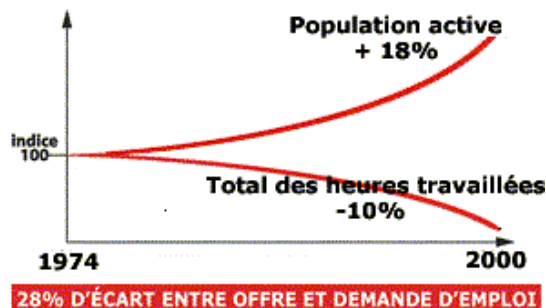
Toutes choses étant égales par ailleurs, ce n'est pas de la croissance uniquement que viendra le bien être social. C'est, au contraire, en s'attaquant radicalement au chômage et à la précarité que l'on fera remonter le taux de croissance.

⇒ Comprendre la révolution de la productivité

Pour vaincre le chômage, il faut d'abord en comprendre l'origine. Nous sommes en train de vivre une révolution telle que l'humanité n'en a jamais connue. Alors qu'il avait fallu presque 140 ans pour que la productivité soit multipliée par deux (entre 1820 et 1960), elle a été ensuite multipliée par CINQ en seulement trente ans. Ce qu'on a appelé la révolution industrielle du XIXème ou l'invention du travail à la chaîne (en 1917) sont des gains de productivité presque ridicules au regard de ceux réalisés depuis 1960.



En un quart de siècle, l'économie française produit 70% de plus avec 10% de travail en moins. Depuis 1974, le total des heures travaillées (tous secteurs confondus) est passé de 41 milliards d'heures à 36,9 Mds en 2000 (Source Insee). Mais, dans le même temps, la population active disponible augmentait fortement passant de 22,3 à plus de 26 millions de personnes. Le travail nécessaire à l'économie a baissé de 10% mais le nombre de personnes disponibles a augmenté de 18%. Un écart de 28% s'est donc creusé entre l'offre et la demande de travail.



Cet écart est la principale explication du chômage. Si, dans le même temps, la durée individuelle du travail avait baissé de 28%, le chômage serait resté à son faible niveau de 1974. Mais, hélas, notre contrat social est bloqué. La durée du travail pour un emploi normal n'a presque pas baissé. C'est donc un partage du travail sauvage qui s'est mis en place : 3 millions de personnes font 0 heure par semaine (les

chômeurs); 19 millions travaillent plein pot (parfois trop); 4 millions sont à temps partiel (via les CDD ou l'intérim).

La loi Aubry n'a pas permis de réduire suffisamment ni la durée réelle du travail ni le nombre réel des chômeurs. Utilisant les heures supplémentaires autorisées par la loi, beaucoup d'entreprises sont restées en fait à 37 heures. Selon l'Insee, la durée réelle moyenne du travail est aujourd'hui de 37 heures 40 (Insee juillet 2002).

### Nous proposons :

- De réouvrir le dossier du temps de travail et d'en débattre sans tabou.
- Le chômage et la précarité restent massifs. En 2007, allons-nous reprendre dans notre programme l'objectif des 35 heures qui figure dans nos textes depuis 1972 ? Tant qu'à reparler de RTT, ne faut-il pas aller beaucoup plus loin pour faire reculer le chômage et sauver les retraites ?
- De renforcer et simplifier les dispositifs d'insertion et de lutte contre l'exclusion
- D'étudier la modulation des cotisations patronales en fonction de l'ancienneté du salarié dans l'entreprise et de la proportion d'emplois précaires afin de lutter contre la précarisation de l'emploi.

### 2. Comment augmenter les salaires ?

Avec 7 millions de chômeurs et précaires, la négociation sur les salaires est complètement déséquilibrée : le «si t'es pas content, tu peux aller voir ailleurs », dit ou non dit, remplace souvent toute vraie négociation.

Combien de millions de salariés doivent se contenter des conditions de travail et du salaire qui leurs sont imposés ? De ce fait, la part des salaires dans le PIB a chuté de 76,6% en 1980 à 68% en 2000. Plus de 8 % de chute sur un PIB de 1.500 milliards d'euros, ce sont, cette année, quelques 120 Milliards d'euros (800 Mds francs) qui vont rémunérer le capital alors qu'ils seraient allés aux salariés si le marché du travail retrouvait l'équilibre de 1980. 120 Mds d'euros sur une année ! Il ne faut pas s'étonner que la bulle financière ait autant enflé et que le salaire moyen stagne.

120 Mds d'euros, voilà de quoi améliorer nettement la situation d'un grand nombre de familles. Voilà de quoi améliorer le financement de la santé ou des retraites. Voilà de quoi donner de vraies marges de manœuvre à l'Etat et aux collectivités locales, à taux d'imposition constants. 120 Mds d'euros qui rentreraient dans les poches des salariés. C'est, en gros, 10% d'augmentation pour chacun. Avec un taux moyen de cotisation et d'impôts de 50%, c'est 60 milliards supplémentaires pour la Sécu ou l'Etat.

A titre de comparaison, 60 Mds d'euros, c'est 12 fois le budget de la justice, 75 fois le budget de l'environnement et presque autant que tout le budget de l'Education nationale.

Oui, si nous étions capables de ramener le chômage et la précarité à leur niveau de 1980, les salaires remonteraient nettement et nous nous donnerions des marges de manœuvre considérables pour l'action publique, pour financer la Sécu et les retraites...

Il est illusoire et dangereux de croire que c'est en «baissant les charges» qu'on augmentera les salaires.

COURBE

**PART DES SALAIRES Dans le PIB**

**Page 66 du cahier des contributions générales**

***(voir disquette jointe)***

## **LE SEUL MOYEN D'AUGMENTER NETTEMENT LES SALAIRES EST DE S'ATTAQUER RADICALEMENT AU CHOMAGE ET A LA PRECARITE.**

**B. Défendre avec acharnement notre système de protection sociale et de santé, la retraite par répartition et le droit à la retraite à taux plein à 60 ans.**

Le problème du vieillissement doit être traité avec attention pour ne pas déboucher sur une baisse dramatique des taux de remplacement de la retraite et des prestations sociales et de santé : nous devons donc rechercher les solutions dans le cadre du **maintien du droit à la retraite à 60 ans et du maintien des taux de remplacement au niveau actuel.**

L'existence d'un chômage de masse a fait fortement baisser la part des salaires dans le PIB. Si l'on arrive à casser le chômage, la négociation sur les salaires sera plus équilibrée. Les salaires remonteront nettement. À taux de cotisation constant, c'est plus de ressources pour la Sécu. Et ce dynamisme des salaires (et de la croissance) rendra plus acceptable une petite augmentation des cotisations.

**Les deux dossiers (retraites et chômage-précarité) sont totalement liés. On ne pourra pas sauver les retraites si l'on arrive pas à sortir du chômage de masse.**

### **Nous proposons :**

- de créer une sécurité sociale professionnelle qui garantira au salarié un statut assurant la continuité de ses droits sociaux, sans rupture à cause d'un changement d'employeur ou d'un licenciement.
- d'assurer le financement de la retraite par répartition en taxant les revenus du capital (à l'exclusion de l'épargne populaire), d'obtenir un droit de départ à taux plein, avant 60 ans, dès 40 ans de cotisations.
- D'abroger le décret Balladur de 1993 :
  - En revenant au calcul sur les 10 meilleures années et en tenant compte de la pénibilité réelle des métiers
  - En indexant les retraites sur les salaires
- D'ajouter un troisième pied universel à côté du régime général et des régimes complémentaires harmonisés, cette base universelle serait financée partiellement par l'Etat et par un dividende social collectif qui généraliserait et étendrait à tous les investissements collectifs actuels le fond de financement prévu et notoirement insuffisant et inadapté ...
- De refuser absolument le recours aux fonds de pension

### **Pour lutter contre le désintérêt des entreprises envers les actifs de plus de 50 ans**

Sur ce point, les contradictions patronales sont éclatantes entre une exigence de rallongement des durées de paiement des cotisations retraites et la pratique systématique de « dégraissage » après 50-55 ans,

Les cotisations sociales patronales doivent être prélevées sur une assiette ne reposant pas uniquement le travail, nous devons examiner la meilleure solution, la valeur ajoutée, l'E.B.E (exédent

brut d'exploitation) ou le P.S.I. (prélèvement social intégré qui tient compte aussi des investissements créateurs d'emplois).

La fin de carrière doit pouvoir être différenciée et permettre un partage des emplois entre des jeunes et des anciens « formateurs », cette fonction formative pouvant être financièrement soutenue par l'Etat dans le cadre de la formation en entreprise

Des reconversions pour les métiers peu compatibles avec un certain âge doivent être facilitées et financièrement soutenues.

## **C. Défendre avec acharnement une plus grande redistribution grâce à l'impôt, outil irremplaçable.**

L'impôt n'est pas un « vol » de l'Etat, mais la « contribution » de chacun permettant de prendre en charge collectivement toute une série de fonctions et d'investissements concourant à l'intérêt général.

Pour nous, l'impôt sur les revenus et le patrimoine est aussi un instrument de redistribution et donc de justice sociale. Ce n'est pas tant la baisse ou la hausse des impôts qui caractérisent une politique fiscale mais les modes de calcul du prélèvement (la progressivité) ce qui est taxé (la consommation, le travail ou le capital), les modalités d'élaboration budgétaire (transparence, démocratie, participation) et bien évidemment l'utilisation de l'argent mis en commun.

**Nous proposons** d'engager une **authentique révolution fiscale** :

- ❖ en réduisant la fiscalité indirecte, qui frappe riches et pauvres sans distinction,
- ❖ en rendant l'impôt sur le revenu plus progressif et plus juste, en remplaçant la prime pour l'emploi par la revalorisation des salaires et en maintenant le système déclaratif,
- ❖ en taxant davantage les revenus financiers, pour rééquilibrer la charge entre les revenus du capital et ceux du travail,
- ❖ en réformant la fiscalité locale, notamment par la révision nationale des bases et une meilleure et réelle péréquation entre collectivités.
- ❖ en poursuivant le mouvement qui consiste à ne plus baser les prélèvements sociaux uniquement sur le travail mais sur l'ensemble des revenus, le patrimoine et les plus-values
- ❖ en associant mieux et à tous les niveaux les citoyens aux décisions budgétaires

La liaison étroite avec les forces sociales doit redevenir notre règle et, à chaque fois que nécessaire, nous initierons ou prendrons une part active à la mobilisation contre toutes les tentatives de remise en cause de la Droite et du Patronat.

---

### **LA BAISSÉ DES IMPOTS EST ELLE UNE PRIORITÉ ?**

Est-on sûr que notre niveau d'imposition soit réellement excessif ? Une étude récente de l'OCDE sur le taux de prélèvement net permet d'y voir plus clair. Elle mesure, dans chaque pays, le volume de l'impôts et des cotisations sociales versées mais retire les prestations sociales reçues (Etude OCDE publiée dans La Tribune 21 février 2003).

OCDE	Taux de prélèvement net
Allemagne	18,6 %
<b>France</b>	<b>14,2 %</b>
<b>Etats Unis</b>	<b>11,4 %</b>
Espagne	10,4 %

Ces chiffres permettent de relativiser nettement la «pression fiscale» que nous subissons. La pression n'est en réalité que de 14 % du PIB en France. Ces 14% nous permettent d'avoir des écoles, des hôpitaux, des policiers et des routes bien entretenues... Payer 14 % pour tout cela n'est sans doute pas excessif. Le taux de prélèvement n'est que légèrement supérieur en France à celui existant aux Etats Unis. 14,2 au lieu de 11,4 soit 2,8 % de différence... Cela n'est pas nul mais cela ne justifie sans doute pas tous les discours des libéraux sur, d'un côté, le pays des libertés, et de l'autre, l'Etat obèse...

Et encore, faut-il comparer ce qui est comparable. Ces 14% servent par exemple à financer le système de santé. Il serait juste, pour évaluer l'efficacité des systèmes de tenir compte aussi des dépenses qui restent à la charge du citoyen pour un service comparable. Une autre étude de l'OCDE analyse le financement des dépenses de santé : elles représentent 12,9% du PIB américain (dont 7,1% payés par le malade) contre 9,4% du PIB en France (dont seulement 2,1% non pris en charge par le système public). Pour bénéficier d'un système de santé classé dans les meilleurs du monde, un Français n'est de sa poche que pour 2,1% du PIB, un Américain y consacre 7,1% du PIB (pour un système classé en 37<sup>ème</sup> position par l'OMS<sup>1</sup>).

**Ainsi complété des dépenses de santé, le taux de prélèvement atteint donc 16,3 % en France et 18,5% aux Etats-Unis...** alors que le système de santé américain est en 37<sup>ème</sup> position dans le classement de l'OMS !

---

## D. Défendre avec acharnement le rôle déterminant des services publics et le refus de leur privatisation

Dans les territoires ruraux, dans les quartiers à la périphérie des centres-urbains, dans les Territoires d'Outre-Mer, les services publics jouent un rôle déterminant : celui de permettre un égal accès de tous à des services essentiels.

Les services publics jouent un rôle essentiel dans l'aménagement de notre territoire. Ils répondent à la diversité des attentes de nos concitoyens. Ils offrent une péréquation tarifaire qui assure un service de qualité.

En particulier, un aménagement harmonieux du territoire ne peut se réaliser qu'avec des services publics de qualité qui permettent de répondre aux attentes des citoyens, et soient accessibles à tous.

Leur nécessaire modernisation ne doit pas être le prétexte à leur démantèlement.

De même, les missions régaliennes de l'Etat doivent être assurés par des services publics performants, avec des personnels en qualité et en quantité suffisante. Les services publics de la Santé et de la Justice sont de ceux-là.

Nous proposons :

- d'inclure le périmètre des services publics dans la Constitution
- de lutter contre la main-mise des grands groupes sur le service public de l'eau, de l'énergie, de l'assainissement et de l'élimination des déchets.
- de refuser l'ouverture du capital des entreprises de service public
- de travailler au niveau européen à la définition de « services publics européens »

## **E. Défendre avec acharnement l'école de la République, qui est l'école de tous et fait de chaque enfant un citoyen.**

Conduire chacun à son point d'excellence, dégager une élite - et non, comme actuellement, contribuer à la reproduire - voilà bien la véritable mission qu'une société égalitaire et démocratique se doit d'assigner à son école.

Il convient donc de réorganiser l'Education qui doit demeurer nationale (comme ses diplômes) et laïque et figurer au premier rang des priorités de la Nation.

Il faut redéfinir les missions de l'Ecole et de ses enseignants et mettre en place une scolarité continue, sans course d'obstacles, de la maternelle aux classes terminales : continuité des objectifs, des programmes et des contenus mais aussi des structures et des méthodes d'enseignement ; en fait, une continuité éducative sans rupture qui prenne en compte les rythmes des élèves et apporte un soutien effectif aux handicaps, qui veille en permanence à compenser, remédier et à ne pas mettre en place des structures perverses de filières ségréguées.

Une telle redéfinition passera inéluctablement par une véritable révision des programmes et un allègement de leurs contenus, par l'instauration de nouvelles matières comme l'éducation à la consommation, à l'alimentation, à la santé, à l'environnement, à la communication et aux nouvelles techniques d'information et de communication qui sont autant de socles sur lesquels pourra se construire une citoyenneté véritable.

Un tel choix impliquera une réorganisation du fonctionnement de l'Ecole et de ses structures, une utilisation plus rationnelle de ses moyens, une formation initiale et continue des personnels innovante et volontariste.

Assurer la réussite de tous les jeunes impose une politique d'éducation offensive permettant l'épanouissement individuel à partir de la promotion de tous, ainsi qu'une lutte acharnée contre l'échec scolaire dans l'enseignement primaire.

Une telle politique d'éducation demandera, certes, un effort financier considérable et devra faire l'objet de la part de l'Etat d'un engagement à long terme qui pourrait s'inscrire dans le cadre d'une Loi de programmation pluriannuelle qui démontrerait à l'opinion sa volonté de « faire de l'éducation une priorité durable ».

### **Nous proposons donc :**

- de définir, en concertation avec tous les acteurs de l'éducation, le « socle commun du savoir et de la citoyenneté », que tout jeune de 16 ans devrait posséder à l'issue de sa scolarité obligatoire.

- de mener une réflexion profonde s'impose aussi sur les missions de l'école, le rôle de ses enseignants et l'organisation de son fonctionnement dans une société en perpétuelle évolution.

A cette fin, le Parti Socialiste prendra l'initiative « d'Assises Nationales de l'Education » qui seront précédées d'Assises Régionales.

- Défendre avec acharnement la formation tout au long de la vie qui fait de chaque citoyen un acteur du pacte républicain.

La formation ne saurait s'arrêter aux bancs du collège pour les uns, de l'Université pour les autres. Elle doit être une démarche de formation tout au long de la vie.

La formation continue des adultes se doit d'être beaucoup plus égalitaire et l'appareil de formation doit se monter pleinement efficace pour participer à un véritable dynamisme économique.

La formation continue doit favoriser l'intégration de ceux qui se trouveraient rejetés par les évolutions scientifiques et technologiques qui modifient en profondeur la société et les comportements.

Ce véritable droit à la seconde chance » doit également se concrétiser par la prise en compte des qualifications nouvelles, notamment par le biais d'une validation des acquis et des compétences. Ainsi, chacun ne sera plus marqué par son niveau de sortie de formation initiale.

Cette formation tout au long de la vie doit également permettre au bénéficiaire - quel qu'il soit, où qu'il soit, - de mettre en œuvre son projet de formation qu'il ait un objectif professionnel ou pour but de se cultiver ou d'enrichir sa personnalité.

C'est dans cette perspective que tout citoyen devra disposer d'un capital formation, qu'il pourra utiliser tout au long de sa vie sans que cela ne lui soit préjudiciable tant au plan financier que de l'évolution de sa carrière.

#### Nous proposons donc :

- de construire un véritable droit à la formation permanente tout au long de la vie
- de donner à cette formation une dimension professionnelle et personnelle.

## **F. Défendre avec acharnement le droit à un logement décent pour chacun**

Affirmer sur un plan réglementaire les exigences techniques du logement décent comme nous l'avons fait au Gouvernement ne peut pas constituer notre seul horizon politique en la matière.

Le logement reste aujourd'hui l'élément indispensable de toute insertion sociale. Les mal-logés et les sans-domicile fixe ne peuvent pas se considérer comme citoyens membres d'une communauté dès lors que leur vie quotidienne se résume à une galère sans fin.

A titre d'exemple, le Gouvernement a consacré en 2000 seulement deux milliards de francs à la construction de logements sociaux, alors que la suppression de la vignette auto a coûté 30 milliards de francs à l'Etat... Il s'agit donc bien d'une question de volonté politique !

**Nous proposons :**

- la résorption complète de l'habitat insalubre que celui-ci soit exploité par des marchands de sommeil ou le résultat d'une dégradation d'un habitat ouvrier historique.
- une véritable priorité nationale à la transformation des grands ensembles urbains déshumanisés avec un grand plan de démolition-reconstruction.
- l'instauration d'une Couverture Logement Universelle pour venir à bout des problèmes d'exclusion sociale complète par le logement.

Nous devons intégrer ces exigences dans un critère de convergence sociale au niveau européen.

## **G. Défendre avec acharnement le droit à l'autonomie de la jeunesse**

Période de la vie où rien n'est encore définitivement acquis ou perdu, la jeunesse reste aujourd'hui l'âge de tous les possibles, l'âge de l'affirmation de soi, de la construction de son identité, de l'élaboration de ses projets personnels et professionnels.

Plutôt que de stigmatiser la jeunesse dont on sait quoiqu'il arrive qu'elle formera le corps citoyen de demain, nous devons réaffirmer avec force l'espoir qu'elle suscite en nous et reconnaître les difficultés auxquelles elle est confrontée par la précarisation du marché du travail et ses incidences sur l'insertion sociale globale.

Nous devons donc proposer à la jeunesse un pacte de confiance en lui reconnaissant un droit à l'autonomie.

La décohabitation avec le domicile parental (voulue mais aussi parfois subie), la volonté de mener sa vie personnelle comme bon vous semble, l'élaboration d'un parcours de formation en adéquation avec ses aspirations, la recherche d'expériences professionnelles... toutes ces étapes participent d'une insertion sociale réussie, construite pas à pas.

La Société ne peut faire comme si des barrières ne se dressaient pas pour empêcher le bon déroulement de ce parcours. Ces barrières sont sociales, culturelles et économiques. La Gauche doit pouvoir les lever.

**Nous proposons donc :**

- la pérennisation des dispositifs d'accompagnement
- la création d'un contrat d'autonomie pour les jeunes

Au moment où la question des retraites repose celle de la solidarité entre les générations exprimée des actifs vers les retraités, nous devons nous interroger sur cette solidarité nouvelle de la Société vers sa jeunesse.

## H. Défendre avec acharnement la création, l'expression et la diffusion de toutes les diversités culturelles.

Combattre les inégalités, c'est aussi favoriser dans le domaine culturel une vraie diversité et un véritable accès à la culture pour tous.

Dans ce cadre nous proposons aux acteurs de la vie culturelle, professionnels ou amateurs, **trois axes fondamentaux** :

- permettre **la création** avec la mise en place de conditions matérielles adaptées (salles de répétition, ateliers de création...).
- encourager **l'expression** avec un élargissement conséquent des lieux culturels publics (salles de concert, galeries d'exposition...) et un statut des intermittents préservé.
- assurer **la diffusion** avec une intervention auprès des médias culturels pour que chacun puisse s'exprimer.

Nous faisons ainsi le pari que la culture ne doit pas être soumise aux pressions économiques des lois du marché. En favorisant son épanouissement sans exclusive, nous pensons aussi qu'elle contribue au renforcement du lien social.

## I. Lutter avec acharnement contre toutes les formes de discriminations.

L'égalité des hommes et des femmes doit être un objectif dans de nombreux domaines : travail, retraites, pouvoir d'achat, vie familiale, autonomie, respect, démocratie politique, espace public et privé.

**Nous proposons donc** :

- d'agir avec volontarisme politique pour atteindre l'égalité entre femmes et hommes dans tous les domaines, en gage de progrès et de transformation sociale.
- de repenser en profondeur l'organisation de la société pour lutter contre les facteurs structurels de création de discriminations homme-femme.

Il est impératif également de lutter contre les discriminations à l'embauche qui touchent principalement les jeunes issus de l'immigration.

### **III. UN MONDE PLUS JUSTE, UNE PLANETE PRESERVEE**

Nous ne pouvons plus accepter un développement qui détruit, déstructure et déshumanise le social et l'environnement au nom de la liberté de marché. Il nous faut repenser les modes de production et les rapports sociaux qu'ils engendrent.

Pouvons-nous nous satisfaire d'un raisonnement qui consiste à mettre notre espoir dans le retour de la croissance et le productivisme et concentrer notre action sur l'amélioration de la redistribution, c'est-à-dire nous contenter de corriger à la marge les inégalités engendrées par le système de production ? tout cela sans tenir compte des conséquences sur l'environnement et en maîtrisant de moins en moins les phénomènes de concentration des richesses.

Les biens essentiels, l'eau, l'énergie, l'air, l'éducation, la culture, la santé ne relèvent pas de la logique de marché et, pour le reste, le marché lui-même requiert d'être régulé et pas seulement a posteriori. Cependant les possibilités de régulation de l'Etat-Nation s'estompent devant la mondialisation économique.

Comment refuser « l'ordre des choses » sans remettre en cause le capitalisme financier international, la mondialisation libérale et ses effets pervers ?

#### **A. Organiser la protection mondiale du revenu du travail**

2,8 milliards de personnes disposent de moins de 2 dollars par jour. 1,2 milliards d'entre elles vivent avec moins de 1 dollar par jour. L'enjeu mondial le plus déterminant est celui de l'insolvabilité massive des besoins sociaux élémentaires.

L'écart des salaires entre les travailleurs qualifiés des pays de l'OCDE et la main d'œuvre non qualifiée des pays en voie de développement est de 1 à 150, et il a tendance à s'aggraver. Les richesses sont concentrées sur une part toujours plus réduite de la population, tandis que l'écrasante majorité de l'humanité souffre d'un manque d'accès chronique aux ressources les plus vitales. Les 300 individus les plus riches de la planète possèdent autant que les 2 milliards de personnes les plus pauvres.

Sur 6,1 milliards d'habitants, on compte plus de 2 milliards de personnes souffrant de carences graves sur le plan alimentaire (en fer, iode, vitamines et minéraux), et environ 800 millions de personnes souffrant de sous-alimentation chronique : 800 millions d'affamés.

Chaque année, près de 6 millions d'enfants de moins de 5 ans (soit la totalité des enfants de moins de 5 ans de la France et de l'Italie réunies) meurent de faim.

Pourtant, l'agriculture occupe la moitié des actifs du monde (1,3 milliards d'actifs agricoles). Sur 6,1 milliards d'habitants, on compte près de 3 milliards de « paysans » (population agricole active et non active). Près d'un milliard d'entre eux travaillent en culture manuelle. Leur productivité est de l'ordre d'une tonne d'équivalents céréales par actif et par an.

Pour baisser les prix agricoles, on accroît la concurrence entre toutes les agricultures et on tâche d'élargir le marché mondial du blé : ces paysans sont donc en concurrence avec les agriculteurs les plus compétitifs, dont la productivité est de l'ordre de 1000 à 2000 tonnes par actif et par an... l'écart de productivité est donc de 1 à 1000 voire 1 à 2000. Il était encore de 1 à 10 après-guerre !

**Résultat : 80 % des affamés de la planète sont des paysans !**

Le salaire de la main d'œuvre non qualifiée des pays pauvres, essentiellement issue de l'exode rural et agricole, est indexé sur la baisse des prix qu'organise la mondialisation actuelle... afin d'offrir aux détenteurs de capitaux l'accès à une main d'œuvre toujours moins chère.

Ce phénomène de baisse du coût de la main d'œuvre salariée, pléthorique et constituée pour l'essentiel d'anciens paysans devenus des affamés, est donc en majeure partie à l'origine des avantages dits « comparatifs » des pays où même les unités de production industrielle ou manufacturière sont délocalisées.

C'est ce cycle infernal, cette braderie planétaire du revenu du travail qu'il nous faut briser !

**Nous proposons donc :**

- De faire reconnaître au niveau international le principe de la souveraineté alimentaire des peuples ;
- De promouvoir le principe d'un développement économique sur la base des capacités d'épargne et d'investissement des populations les plus pauvres, dont le revenu doit donc être protégé au lieu d'être soumis à la loi du moins disant mondial ;
- De promouvoir pour cela le principe d'une organisation mondiale de marchés agricoles communs, protégés à leurs frontières des importations des surplus de céréales des pays développés, afin de rendre solvable la demande alimentaire interne à ces régions du monde en y soutenant le revenu des paysans sous-équipés ;
- De montrer l'exemple au niveau européen en généralisant les mécanismes de soutien des prix dans toutes les filières, conditionnés à des mécanismes de maîtrise de l'offre de denrées de première nécessité, afin d'en limiter les stocks et les exportations sur pays tiers à leur portion congrue ;
- D'annuler la dette des pays pauvres ;
- De porter l'aide au développement à 1% du PIB européen, et d'engager un plan d'urgence contre le paludisme et le Sida, et de développer le volontariat civil à vocation humanitaire et sociale ;

- D'imposer la démocratisation des institutions internationales (Onu, FMI, OMC, Banque Mondiale) et de faire preuve de la plus grande vigilance face aux négociations en cours sur l'Accord général sur le commerce et les services (AGCS), qui représentent un péril pour l'avenir des services publics, la diversité culturelle, les droits sociaux et la protection de l'environnement ;
- De réorienter les négociations internationales de manière à exclure de la sphère marchande les domaines de l'éducation et de la santé et à exclure toute possibilité de brevetage du vivant.

## **B. Un environnement préservé pour tous**

Les révolutions techniques et industrielles des deux siècles précédents ont accouché d'un monde complexe, fini et incertain, succédant à un monde considéré comme maîtrisable, inépuisable et prévisible. Le développement durable c'est-à-dire « un mode de développement qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs » doit cesser d'être un simple mot d'ordre pour s'inscrire au cœur de nos modes de pensée et d'action comme principes de solidarité dans le temps et l'espace.

C'est à l'Europe de porter nos valeurs de solidarité et d'éclairer le chemin d'une humanité libérée des chaînes des égoïsmes et des logiques uniquement financières. Il nous faut pleinement intégrer le raisonnement écologique et prendre en compte l'avenir de la planète tant du point de vue de la paix, que de l'environnement, de la nutrition, de la démographie, des inégalités, du savoir et du développement, que de la démocratie.

Etre socialiste aujourd'hui c'est se situer résolument dans un combat international et écologique.

Il est donc essentiel pour les Socialistes de se saisir des questions environnementales, qui ne sont plus et ne peuvent plus être l'apanage des Verts. Nombreux sont en effet les Socialistes qui, en qualité de membres d'associations, d'élus ou comme simples citoyens oeuvrent en faveur d'un environnement de meilleure qualité.

Notre parti soit donc logiquement trouver sa place dans ce combat pour un cadre de vie de qualité, dont l'accès demeure aujourd'hui réservé à quelques uns. Notre volontarisme, en la matière, revient à réaffirmer le primat de l'Homme sur toute autre préoccupation pour aujourd'hui et demain.

Le **développement durable** doit être intégré dans notre projet de société, qu'il s'agisse de son volet environnement, économique, ou social. Le développement durable est un mode de développement qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Il ne nie pas la réalité. Il l'intègre au contraire pour mieux l'infléchir. Préserver l'environnement, c'est aussi et surtout créer de nouvelles activités, et produire de la justice sociale.

Pour être efficace, cette démarche doit se décliner tant au niveau des organisations internationales, européennes, nationales, que dans nos comportements individuels.

### **Nous proposons donc :**

- Réduire drastiquement l'utilisation de la route par un choix clair en faveur du ferroviaire

- Investir massivement dans les transports en commun dans les agglomérations voire promouvoir leur gratuité
- Le recours systématique à la Haute Qualité Environnementale dans les constructions et réhabilitation de logements
- L'ouverture d'un véritable débat dans notre parti sur le nucléaire
- Le développement du recours aux énergies renouvelables
- Favoriser l'attribution de labels écologiques et éthiques à des biens manufacturés, agricoles ou industriels permettant au consommateur d'exprimer ses choix (commerce équitable)
- La mise en place d'une agence européenne de l'environnement dotée de moyens nécessaires pour jouer un rôle d'évaluation environnementale de l'Europe et pour sanctionner les pollueurs selon le principe pollueur-payeur et refuser les « permis de polluer », agence préfigurant une agence internationale de l'environnement
- L'incitation par la fiscalité, la réglementation, les normes de qualité écologique et humaine, les entreprises à mettre en place une écologie industrielle qui cherchera à minimiser l'utilisation des matières premières, la production et l'utilisation des déchets, le système industriel étant pleinement intégré à la réflexion globale sur la biosphère comme cas particulier d'écosystème.

### C. Pour une Europe au cœur des enjeux de la mondialisation

A un modèle basé sur la concurrence entre individus, nous devons opposer le modèle européen de solidarité collective et promouvoir l'autonomie de la personne. C'est donc bien le cadre européen pensé - non pas comme un marché de 400 millions d'individus mercantiles, mais comme l'espace d'un projet politique garantie par des principes démocratiques et sociaux acceptés par tous - qui nous ouvre une perspective historique et la possibilité d'engager un programme de grands travaux structurants et une coopération renforcée avec l'autre rive de la Méditerranée.

## IV - QUELLE EUROPE VOULONS NOUS ?

Les Socialistes sont Internationalistes et Européens.

Car, comment « refuser l'ordre des choses » sans s'attaquer au capitalisme financier international, à la mondialisation libérale et ses effets pervers ?

Nous ne pouvons malheureusement qu'en faire le constat : aucune alternative de gauche n'existe aujourd'hui et le silence du PSE (Parti Socialiste Européen), comme celui de l'Internationale Socialiste, est assourdissant.

Notre Parti lui-même reste particulièrement frileux dans la reconnaissance et l'accompagnement des mouvements qui se battent pour un « autre monde ».

La réactivation de la dimension internationale du combat de la gauche passe par une initiative forte sur le plan européen.

L'Europe garantit la paix à l'intérieur de ses frontières depuis 50 ans et constitue le seul espace pertinent de résistance à l'impérialisme américain.

**L'Europe est aussi au cœur des enjeux de la mondialisation.**

Mais il ne suffit pas d'affirmer que l'on est pour l'Europe, il faut dire quelle Europe les Socialistes veulent construire et dans quel but.

Cela est d'autant plus urgent que l'Europe perd chaque jour de sa crédibilité en raison de son incapacité à apporter des réponses aux problèmes cruciaux de notre époque : la paix dans le Monde, l'emploi, la sécurité alimentaire, le développement durable, l'aide aux pays en voie de développement.

Cela est d'autant plus urgent pour réussir l'élargissement de 15 à 25, actuellement en cours.

Le projet européen ne saurait se limiter à un espace économique, commercial et monétaire. Il manque à l'Europe le pouvoir politique de peser de tout son poids sur son devenir, sur la maîtrise de la mondialisation, la réduction des inégalités des développements et le règlement des conflits.

**Indépendamment des politiques communes actuelles, pour avancer de manière significative sur la voie de l'Europe politique et sauf à la condamner à l'impuissance, il faut poser la question majeure des transferts de souveraineté que chaque Etat est prêt à concéder.**

**La solution réside probablement dans une redéfinition des compétences entre l'Union Européenne et les Etats Membres, dont le principe serait le suivant :**

- **A l'Union Européenne :** tout ce qui concerne la maîtrise de la mondialisation (y compris sur le plan social), la politique étrangère, la politique de défense, la politique monétaire, le développement durable, l'harmonisation fiscale, la coopération avec les pays en voie de développement.
- **Aux Etats et acteurs Nationaux :** toutes les autres compétences comme l'éducation, la protection sociale ou la culture.

**Il n'y aura jamais d'Europe politique, crédible et légitime, sans réforme démocratique de ses institutions, ce qui signifie, pour les compétences transférées, la mise en place d'un Gouvernement Européen, conduit par un premier ministre de l'Union et responsable devant le Parlement Européen.**

Cela suppose à terme une diplomatie européenne unique, appuyée sur une représentation unique de l'Union Européenne dans les autres pays et incarnée par un ministre des affaires étrangères de l'Union Européenne.

L'existence de la monnaie unique exige aussi que le Gouvernement Européen impose à la Banque Centrale Européenne, dont l'indépendance sera abrogée, les orientations essentielles de la politique monétaire.

**Nous proposons :**

De mandater, lors du congrès, les instances dirigeantes du Parti pour engager immédiatement des discussions avec les autres Partis Socialistes Européens afin d' aboutir :

- le plus vite possible, de transformer le PSE en véritable formation politique, l'adhésion au PS entraînant automatiquement l'adhésion au PSE.
- dès les élections européennes de 2004, de présenter un projet politique européen commun reprenant les orientations exposées plus haut et proposant entre autres mesures phares :
  - l'instauration d'une taxe sur les mouvements de capitaux, comme la taxe Tobin, et sur la spéculation boursière.
  - l'annulation pure et simple de la dette des pays en voie de développement (tous les organismes internationaux étant appelés à en faire autant).
- De convoquer des Etats Généraux de la gauche européenne, réunissant la diversité des organisations politiques sociales et associatives, pour construire ensemble une alternative à la mondialisation libérale.
- Sur le plan interne, et pour bien marquer la priorité désormais accordée à la dimension européenne de son action, d'appliquer au sein du Parti socialiste les dispositions suivantes :
  - la position du Parti Socialiste sur tout référendum, relatif à l'élargissement de l'Europe et aux résultats de la Convention, sera arrêtée par un vote de l'ensemble des militants.
  - toutes les Fédérations se doteront d'un secrétariat fédéral aux affaires européennes et développeront des actions de jumelage et coopération avec les socialistes européens.
  - nos têtes de liste aux élections Européennes de 2004, comme d'ailleurs tous nos candidats, s'engageront à siéger au Parlement Européen pendant l'intégralité du mandat.

Enfin, l'Europe politique n'aurait pas de consistance sans une défense européenne, avec doctrine commune, coopération des industries de défense, et moyens adaptés. Le débat sur la défense a été trop longtemps occulté au parti socialiste. Nous préconisons donc l'organisation d'une convention nationale sur la défense, pour que le Parti socialiste ait une position démocratiquement débattue.

### Un vrai Traité de l'Europe sociale

**C'est cette année que se joue l'avenir de l'Europe.**

Si nous ne faisons pas le maximum pour imposer un vrai Traité de l'Europe sociale, nous risquons d'être piégés en 2004 quand la Constitution européenne sera soumise à référendum. Issue de la Convention Giscard et de la négociation intergouvernementale qui suivra, cette Constitution intègrera le Traité de Maastricht mais risque de ne comporter que des mentions très vagues en matière sociale. De ce fait, le Non risque de l'emporter dans de nombreux pays d'Europe. Si le Non l'emporte, l'Europe restera une zone de libre échange sans capacité politique et diplomatique, sans projet social. **Les libéraux auront gagné la partie.**

Il y a urgence. Pendant que le PS prépare son congrès, la Convention Giscard et les lobbies qui l'entourent continuent leur travaux... Sans tarder, nous devons dire quel contenu concret nous voulons pour l'Europe sociale. Avec les socialistes allemands, espagnols, italiens, belges, polonais ou tchèques, si nous voulons que l'Europe existe vraiment, nous devons faire très activement campagne pour imposer un Traité de l'Europe sociale aussi concret, ambitieux et contraignant que le fut le Traité de Maastricht en matière monétaire.

Le Traité de Maastricht comportait 5 critères (un déficit inférieur à 3% du PIB; une dette inférieure à 60%...).

**De la même façon, pour lancer le débat, nous proposons 5 critères pour l'Europe sociale :**

- **Un taux de chômage inférieur à 5%;**
- **Un taux de pauvreté inférieur à 5%;**
- **Un taux de mal logés inférieur à 3%;**
- **Un taux d'illettrisme à l'âge de 10 ans inférieur à 3%;**

- **Une aide publique au développement supérieure ou égale à 1% du PIB.**

Le développement est le nouveau nom de la paix. Certes, l'Europe doit disposer d'une armée efficace mais elle doit surtout construire la paix par le développement.

## V - UNE REPUBLIQUE MODERNE, UNE DEMOCRATIE RENFORCEE

Le séisme du 21 Avril traduit une crise politique profonde qui pose la question de nos institutions et qui appelle des réponses audacieuses pour rétablir l'indispensable lien de confiance entre le citoyen et la République.

**La République n'est pas constituée d'électeurs mais de citoyens !**

Il est grand temps de revivifier le débat politique et de remettre la citoyenneté au cœur de notre projet, sous peine d'une dérive populiste qui pourrait menacer la République.

### A. Pour une démocratie parlementaire renforcée

La Constitution de 1958, dénoncée à juste titre par François MITTERRAND dans le « Coup d'Etat permanent », ne répond pas aux exigences d'une démocratie moderne et participative.

Beaucoup de Socialistes pensent que nous devrions changer de République.

Dans ce cas, la 6<sup>ème</sup> république devrait consacrer un régime parlementaire rénové. Notre opposition à l'instauration d'un régime Présidentiel, à l'américaine, est absolue.

Il est possible d'engager un certain nombre de réformes importantes qui favoriseraient une démocratie parlementaire renforcée, si l'on veut bien considérer que le pouvoir est mieux exercé collectivement que par un seul homme et que son partage oblige à la confrontation des points de vue.

Dans cette perspective, nous proposons de :

- ❖ renforcer le pouvoir exécutif du Premier Ministre (nomination des hauts fonctionnaires...) par rapport à celui du Président de la République qui ne doit garder que son rôle d'arbitre.
- ❖ renforcer le pouvoir de contrôle du parlement sur le pouvoir exécutif.
- ❖ donner au parlement la maîtrise de son ordre du jour.
- ❖ instaurer le mandat unique pour les parlementaires (ou au moins le non cumul avec une fonction exécutive locale).
- ❖ réformer le mode de scrutin de l'Assemblée Nationale, en introduisant une dose de proportionnelle, pour la rendre plus représentative.
- ❖ réformer en profondeur le mode d'élection du Sénat, pour y permettre l'alternance politique, et réduire à 6 ans la durée du mandat des sénateurs, renouvelables en une seule fois sur des listes départementales après les élections municipales.
- ❖ changer le statut du Président de la République, pour renforcer et clarifier sa responsabilité pénale.
- ❖ améliorer la transparence dans les désignations au Conseil Constitutionnel et dans ses décisions.

## LA LOI D'INITIATIVE CITOYENNE

L'idée est simple : toute proposition de loi ayant recueilli la signature de 300 000 citoyens est inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale dans les 6 mois qui suivent son dépôt. Les trois premiers signataires disposent de 5 minutes à la télévision à 20H30 sur les cinq principales chaînes pour expliquer le sens de leur initiative, renvoyer vers un site internet ou vers un livre tous ceux qui voudraient plus d'informations...

Si, au bout de deux ans, la loi n'est pas votée et promulguée ou si le texte voté ne leur convient pas, les initiateurs peuvent demander que soit organisé un référendum. Ils doivent pour cela recueillir 600 000 signatures dans 10 régions différentes. Pour pouvoir être soumis à référendum, le texte doit être conforme à la Déclaration européenne des Droits de l'homme (ce qui empêche par exemple le retour de la peine de mort).

Avec la Loi d'Initiative Citoyenne (la LIC), l'Assemblée cesse d'être la chambre d'enregistrement des décisions prise " en haut lieu " et devient vraiment le lieu du débat politique, perpétuellement alimentée en propositions par les syndicats, les associations, les réseaux de citoyens, les partis politiques. C'est au Parlement que revient le rôle clef de mise en cohérence et d'arbitrage, mais les citoyens peuvent en permanence se faire entendre, dans une attitude positive de proposition. Plutôt que de critiquer les politiques, chacun sera mis devant ses responsabilités : qu'est-ce que tu proposes ? As-tu pris le temps d'y réfléchir avec d'autres ?

### **La LIC, un outil au service des militants**

Nous sommes nombreux au PS à n'avoir pas compris (et pas admis) la forte diminution de l'aide publique au développement passée en quelques années de 0,6 à 0,2% du PIB ! Aidés par tous les réseaux associatifs qui militent sur cette question, nous aurions pu déposer une Loi d'Initiative Citoyenne demandant que la France respecte ses engagements internationaux (consacrer 0,7% du PIB à l'Aide au développement). Nous aurions pu, sans problème, recueillir les 300.000 signatures nécessaires (le CCFD et le réseau SUD en ont réuni 600.000 pour demander l'annulation de la dette) et nous aurions vu en débat public quel Ministre ou quel député s'opposait à une telle idée...

En 2007, choisir ensemble une nouvelle République

En 2007, le candidat socialiste doit s'engager par écrit à organiser dans les mois qui suivent son élection un semblable référendum, proposant aux Français de construire ensemble une République moderne.

## **B. Des mesures audacieuses pour rétablir la confiance des citoyens en leurs élus et développer la démocratie participative**

La grave crise de la représentation politique que nous connaissons exige des mesures concrètes, pour rendre notre démocratie plus vivante et favoriser le renouvellement des responsabilités, qui seraient autant de signes forts montrant que les leçons du 21 Avril ont été tirées.

Nous proposons ainsi :

- Une plus grande limitation du cumul des mandats et des fonctions

- en instaurant le mandat unique pour les Présidents des Conseils Généraux et Régionaux, les Maires des villes de plus de 100 000 habitants (ces derniers pouvant présider une communauté urbaine ou d'agglomération tant qu'elle ne sera pas élue au suffrage universel direct)
- en incluant les présidences de Communautés Urbaines et d'Agglomération dans la liste des mandats concernés par le cumul.
- en limitant le cumul dans le temps à 3 mandats ou 18 ans consécutifs dans le même mandat.
- en introduisant une limite d'âge (70 ans) pour solliciter l'exercice d'un mandat électif.
- Le renforcement du **statut de l'élu**, pour permettre l'accès de tous les citoyens aux fonctions électives.
- L'octroi du **droit de vote et d'éligibilité aux élections locales aux ressortissants non communautaires**.
- L'élection des conseils des **Communautés Urbaines et d'Agglomération au suffrage universel direct**, sachant que toute nouvelle étape de la décentralisation en matière de transfert de compétences devrait être subordonnée à une véritable réforme de la fiscalité locale.
- Un engagement fort des Socialistes pour que, dans toutes les collectivités locales qu'ils gèrent, soient développés les **dispositifs de participation citoyenne** (comme par exemple la méthode des « Budgets participatifs » expérimentée à Porto Alegre)

#### - Média et démocratie

Le combat que nous menons est aussi un combat culturel, qui nécessite de développer une contre-culture à l'idéologie libérale aujourd'hui dominante, plutôt que d'en intégrer progressivement les postulats. L'information doit-elle être aujourd'hui un produit de consommation comme les autres ? La prépondérance des logiques économiques représente un danger réel pour la démocratie.

#### Nous proposons :

- La promotion de l'émergence de médias audiovisuels associatifs indépendants,
- Une réhabilitation des modes de communications écrits (notre pays se situe au delà du trentième rang pour la lecture des journaux)
- et enfin le développement tous les moyens d'éducation à l'image permettant au citoyen d'exercer son esprit critique .

Une information libre, citoyenne et diversifiée est le meilleur moyen de faire vivre l'espace public de débat qui caractérise la démocratie.

### C. Pour une démocratie sociale plus vivante

La démocratie, chacun le sait, ne s'arrête pas à la porte de l'entreprise ou du bureau. Comme le citoyen, le salarié souhaite être de plus en plus associé aux mesures qui le concernent et à l'organisation de son travail.

Nombreux sont ceux qui font le choix d'un engagement syndical ou associatif pour porter publiquement leurs aspirations. Nous ne devons plus l'ignorer en reconnaissant à leur juste place ces formes de militantisme.

Mais nous savons aussi que la crise de la représentation politique se double d'une crise de la représentation syndicale. Comme héritiers du mouvement ouvrier, nous savons que les luttes sociales se gagnent avec des partenaires sociaux forts.

Nous devons donc redonner force et vivacité à la démocratie sociale et associative.

Avec les organisations syndicales, nous proposons de réfléchir sur :

- les moyens de donner les mêmes garanties à l'ensemble des salariés notamment dans les entreprises de moins de 50 salariés (qui n'ont pas de Comité d'entreprise), par exemple avec la mise en place d'une structure départementale de branche.
- les règles de représentativité des organisations syndicales et les moyens d'assurer leur autonomie financière, grâce à un financement public.
- l'instauration de la règle majoritaire pour la validation des accords de branche ou d'entreprises.

Nous proposons enfin de mieux reconnaître l'existence des corps intermédiaires que constituent les associations, en encourageant la vie associative et instaurant les conditions d'un dialogue permanent.

De même que la République requiert des vertus civiques, la démocratie ne peut vivre sans une éthique fondée essentiellement sur le respect. Le respect de l'expression de chacun, des engagements pris, des minorités, mais aussi le refus du mensonge et le dépassement de l'intérêt particulier.

Ces principes devraient être aussi ceux de notre Parti. Il est temps d'en finir avec ce cynisme que d'aucun croit l'apanage des grands politiques et qui n'est qu'une grimace dissimulant la résignation devant l'impuissance à changer l'ordre du monde.

Notre combat ne se résume pas à la lutte pour le pouvoir, et l'accès au gouvernement n'est pas l'unique moyen de peser sur les choix. Il est avant tout un engagement dans un formidable mouvement historique, social et culturel doté d'un outil, le parti socialiste, qui nécessite d'être périodiquement rénové, car les partis politiques aussi sont mortels.

## VI - UN PARTI RENOVE : PROPOSITIONS POUR UN CONGRES CONSTITUANT

Pour porter notre projet de transformation sociale, nous avons besoin d'un grand Parti, démocratique et ouvert sur la société. Il ne s'agit pas de proposer symboliquement quelques nouvelles consultations ou, dans une approche marketing politique, quelques objectifs ambitieux mais de s'attaquer au fond des problèmes, les réformes MAJEURES ne concernent pas non plus, principalement, les statuts, mais NOS PRATIQUES DEMOCRATIQUES ET NOTRE DEMOCRATIE INTERNE.

Qui ne partagerait l'objectif affiché de construire un Parti de 200 000 adhérents et à plus de 30 % de suffrages exprimés ?

D'accord ! Mais comment fait-on pour rénover en profondeur un Parti « autiste » qui n'a pas encore abandonné le « centralisme démocratique » (dont la recherche à tout prix d'un axe majoritaire

avant les votes en est devenu le dernier avatar... ) et dont certains dirigeants donnent souvent le sentiment de privilégier une carrière plutôt que de porter une ambition collective ?

Le jugement des militants est sévère et leur exaspération forte devant l'arrogance de certains comportements et l'archaïsme de certaines pratiques.

Nos propositions sont concrètes et claires : elles visent à rendre le Parti à ses militants ! Nous ferons ainsi la démonstration que nous sommes capables de réussir en interne ce que nous proposons aux citoyens.

### Notre parti doit devenir l'exemple de notre projet !

Cette réforme globale offre la garantie d'un fonctionnement réellement démocratique qui permettent aux militants de prendre toute leur place dans l'animation du Parti, que celui-ci soit au Gouvernement ou dans l'opposition.

Notre Congrès étant constituant, les mesures adoptées par le Congrès entreront immédiatement en vigueur, après avoir été ratifiées par les militants lors d'un référendum que nous proposons d'organiser au retour de Dijon, le 22 mai, jour d'élection du Premier Secrétaire et des Premiers Fédéraux dans les sections.

### Nous proposons donc :

- ❖ la recomposition de nos instances dirigeantes
- ❖ la consultation directe et régulière des militants
  
- ❖ la décentralisation du Parti
- ❖ le renouvellement, le rajeunissement et la féminisation de nos responsables et de nos élus
- ❖ un véritable plan de formation des adhérents
- ❖ une plus grande ouverture du Parti sur la Société et le mouvement social
- ❖ une stratégie de rassemblement de la Gauche

## A. La recomposition de nos instances dirigeantes

Il faut à la fois donner plus de poids aux militants tout en respectant les courants d'idées qui s'affirment au moment du Congrès, et assurer une représentation géographique équitable de toutes les fédérations (la place des grandes fédérations est pondérée). Il ne s'agit donc en aucune manière d'un retour à la SFIO.

### a) Le Conseil National sera composé :

- 50 % de membres élus par le Congrès National à la proportionnelle, en fonction du résultat du vote sur les motions d'orientation.
- 50 % de représentants des Fédérations élus directement par les militants dans chaque Département, à savoir :
  - les 102 premiers Secrétaires Fédéraux

- plus un représentant pour chaque Fédération ayant entre 400 et 2000 adhérents et pour les Fédérations de plus de 2000 adhérents, un représentant par tranche de 2000 adhérents.
- L'article 7.4 de nos Statuts sera revu en ce sens.

Dès qu'une Fédération dispose d'au moins 2 représentants (Premier Secrétaire Fédéral compris), elle doit respecter la parité.

Le fonctionnement du Conseil National sera également revu pour qu'il joue véritablement son rôle de « parlement du Parti » avec des réunions plus régulières et, par exemple, des séances de questions posées aux membres du secrétariat national

#### Nos propositions:

- Sur certains thèmes définis dans un programme annuel de travail, le conseil national pourrait INITIER DES CONVENTIONS et piloter les débats dans le parti. Les membres du C.N. seraient chargés de l'animation dans les fédérations.
  - le C.N. pourrait être maître d'une partie de son emploi du temps (30%), il serait en mesure d'inviter des personnalités extérieures : ministres, experts, socialistes étrangers pour des interventions sur des sujets d'actualité. Pour aborder certains débats des commissions pourraient être envisagées.
  - pour les votes politiques importants, l'ordre du jour et un dossier complet devrait parvenir aux membres du conseil avec un délai de 10 jours qui leur permettent de consulter leur fédération ou section
- b) Le Bureau National sera composé à parité de 53 membres :
- le Premier Secrétaire National
  - 26 membres élus par le Conseil National, en respectant la proportionnelle issue du vote des motions d'orientation.
  - 26 premiers secrétaires fédéraux, à raison d'un premier secrétaire fédéral désigné par chaque union régionale.
- c) Le Secrétariat National est élu par le Conseil National parmi les membres du Bureau National, sur proposition du Premier Secrétaire. Il est composé à parité.
- d) Les mêmes dispositions s'appliquent pour la désignation des conseils et bureaux fédéraux, en réservant la moitié des sièges à des représentants élus par les sections.

La proposition de renouvellement obligatoire d'au moins un tiers des instances à chaque Congrès, pour organiser la rotation régulière des responsabilités, n'aura évidemment de sens que si elle concerne tous les membres de ces instances, et si la règle de la limitation du cumul dans le temps à trois mandats successifs est appliquée dans l'ensemble de nos instances, et à tous les niveaux de responsabilité.

## **B. La consultation directe et régulière des militants**

A tous les échelons de la vie du Parti, les militants seront associés à l'élaboration des programmes.

Exercer une responsabilité impliquant l'obligation de rendre des comptes, les responsables et élus du Parti seront tenus à un **compte-rendu de mandat annuel**.

Entre 2 congrès, afin d'arrêter la position du Parti sur des questions importantes, comme l'Europe, la fiscalité ou les retraites, les militants seront directement **consultés à bulletins secrets**.

Cette consultation sera obligatoirement organisée dès lors qu'elle sera demandée

- par la majorité du Conseil National,
- ou par 35 Premiers Secrétaires Fédéraux,
- ou par 15 % des adhérents originaires d'au moins 35 Fédérations

#### **- D'ores et déjà : programmer 6 conventions**

Nous ne réglerons pas tous les problèmes en quatre mois et il devient malheureusement chaque jour plus évident que les grands dossiers seront gommés au congrès par les enjeux personnels et de pouvoir.

Nous souhaitons donc profiter de ces trois ans pour faire vivre la démocratie et le débat en respectant, bien évidemment, la ligne définie au congrès.

Pour cela, nous pensons que le congrès devra décider la programmation de \_\_\_\_\_ 6 GRANDES CONVENTIONS :

- 1 - Démocratie européenne et mondialisation fin 2003
- 2 - Démocratie politique, institutions et décentralisation
- 3 - Emploi, lutte contre le chômage et précarité
- 4 - Protection sociale, retraites et démocratie sociale
- 5 - Politique économique, économie sociale et solidaire, développement durable
- 6 - Rénovation sociétale et améliorations de la vie quotidienne, Etat et services publics

Cependant, ces conventions ne seront utiles que si elles deviennent de véritables espaces de formation, d'information, de débats et de décision véritable

Pour faire des CONVENTIONS ORDINAIRES liées à chaque ORIENTATION IMPORTANTE du parti un véritable ESPACE de CHOIX et de DECISION, nos statuts ou le règlement intérieur, doivent obliger à respecter la démarche suivante :

- **1<sup>ère</sup> étape** : Les commissions concernées en coopération avec le bureau national, le conseil national et le CES doivent élaborer un DOSSIER détaillé et pédagogique d'information et de formation sur le sujet concerné à remettre 4 mois avant la convention.
- **2<sup>ème</sup> étape** : Les militants, sections, fédérations, sensibilités et motions disposent d'un délai d'un mois pour proposer des CONTRIBUTIONS.
- **3<sup>ème</sup> étape** : Pour qu'une pluralité de choix réelle soit assurée aux militants, des textes peuvent être proposés par le conseil national ou des fédérations en cas de texte unique du bureau national.

## **C. La décentralisation du Parti**

Pour permettre aux Fédérations et sections de mieux effectuer leur travail politique de terrain, le Parti sera fortement décentralisé grâce à :

- **des relations nouvelles entre le National et les Fédérations** : le rôle du secrétariat national aux fédérations sera revu en ce sens. Il sera renforcé par des secrétaires nationaux-adjoints, à l'écoute des fédérations et avec une attention particulière pour celles de moins de 500 adhérents.
- **une répartition nouvelle de la dotation financière de l'Etat**, de telle sorte que les Fédérations, quel que soit le nombre de leurs militants, bénéficient d'un reversement de 50 % de la première fraction de l'aide publique (calculée en fonction du nombre de voix recueillies au 1<sup>er</sup> tour des élections législatives)

Cette dotation viendra en supplément de la péréquation actuelle.

## **D. Le renouvellement, le rajeunissement, la féminisation des responsables et des élus**

Les militants souhaitent le renouvellement en profondeur de nos responsables et de nos élus. Ils sont à l'image de nos concitoyens qui constatant les promesses récurrentes en la matière ne peuvent que rester dubitatifs face au faible renouvellement de la classe politique.

Notre ambition en la matière doit être forte. Elle ne nous fragilisera pas sur un plan électoral car elle nous redonnera un souffle.

L'expression des militants en la matière n'est pas celle d'une hostilité vis-à-vis de tel ou tel responsable ou élu.

Elle puise sa raison d'être dans les débats importants qui irriguent le Parti depuis plus de 10 ans maintenant sur la Parité et le cumul des fonctions - entre elles et dans le temps.

Nous devons passer aujourd'hui aux opérations concrètes.

### **Nous proposons donc :**

- **l'introduction du non cumul d'un mandat exécutif avec une responsabilité au sein du Parti, c'est-à-dire :**
  - ⇒ Maire d'une commune de plus de 3500 habitants et secrétaire de section
  - ⇒ Président de Conseil Général ou Régional et Premier Secrétaire Fédéral.
- **l'application stricte de la parité**
  - ⇒ à tous les niveaux de responsabilité au sein du Parti
  - ⇒ dans tous les exécutifs des collectivités locales que nous gérons
  - ⇒ en présentant des candidatures paritaires à toutes les élections à compter de 2007 (y compris donc les élections législatives et cantonales)
- **un accès favorisé aux responsabilités et aux mandats des camarades issus de l'immigration.**
- **la limitation du cumul des mandats entre eux et dans le temps** : sans attendre les modifications législatives qu'ils proposent, les Socialistes appliqueront les dispositions suivantes, dès le prochain renouvellement de leur(s) mandat(s), à savoir :
  - ⇒ le mandat unique pour les Maires des villes de plus de 100 000 habitants, les Présidents des Conseils Généraux et Régionaux.
  - ⇒ le mandat unique pour les parlementaires (ou en tout cas le non cumul avec un exécutif local).

- ⇒ l'inclusion des présidences des Communautés Urbaines et d'Agglomération dans la liste des mandats visés par la loi.
- ⇒ le cumul dans le temps limité à 3 mandats ou 18 ans consécutifs dans le même mandat.
- ⇒ une limite d'âge fixée à 70 ans pour solliciter l'exercice d'un mandat électif.

## **E. Un plan de formation des adhérents**

Les militants ont soif de débats : cette période de Congrès l'a montrée tout particulièrement. Ils ont envie de donner leur point de vue. Et nous avons fait de nombreuses propositions dans ce sens.

Ils ont envie aussi d'apprendre et de se former sur des sujets plus techniques ou moins évidents. C'est vrai de nos militants. C'est vrai de nos responsables qui ont à animer des réunions, à faire vivre les débats dans leurs sections, etc. C'est vrai de nos candidats qui sont en première ligne au moment des élections.

Le chemin de la démocratie vers l'égalité n'est pas une pente naturelle. Il requiert une dimension pédagogique et éducative. A ce titre, notre Parti doit retrouver sa fonction de mouvement d'éducation populaire. Il ne le pourra que par une ambition forte en matière de formation.

C'est pourquoi **nous proposons** :

- une priorité absolue à la formation des adhérents, des responsables et des candidats.
- une décentralisation de cette formation pour la rendre accessible à tous
- une réflexion pour l'organisation vers le grand public d'universités permanentes
- des moyens budgétaires renforcés avec l'objectif d'y consacrer 1% de notre budget par an

## **F. Un Parti vivant et ouvert**

Le débat dans le Parti ne saurait se limiter aux seules périodes de Congrès !

Nous devons le faire vivre en permanence en notre sein, en tirant profit des débats qui se nouent dans la Société, en écoutant les attentes exprimées par le mouvement social et les acteurs sociaux...

Les relations avec les syndicats doivent être permanentes et , en particulier, le Conseil Economique et Social du PS doit impérativement les consulter et intégrer leurs positions pour l'ensemble des problèmes sociaux les concernant. Le débat ne signifiant pas, bien évidemment, l'alignement dans un sens ou un autre .

Pour les relations avec les associations, la diversité de celles ci doit être respectée et intégrée . Toutes les formes de coopération sont envisageables (débat, actions communes, association ...).

Les divers ateliers avec les associations nationales que ce soit à La Rochelle ou dans les fédérations font souvent apparaître de réelles réticences voire de la méfiance vis à vis du PS qui apparaît comme un simple parti institutionnel avec lequel on négocie si nécessaire et non pas un parti militant avec lequel il est souhaitable d'envisager des actions et des réflexions communes, nous devons par le développement de notre démocratie participative lever ces réticences.

C'est pourquoi pour faire vivre le débat, au-delà de la rénovation de nos instances et de la consultation directe et régulière de nos militants, **nous proposons** :

- L'intégration dans le fonctionnement du P.S. de la forme associative - création, association ...- en préservant toute l'autonomie nécessaire pour les associations associées. Les associations pouvant être créées ou associées à tous les niveaux locaux, départementaux, régionaux ou national. Ainsi, à coté de l'engagement politique de nouvelles formes de militantisme liés à de nouveaux services

serait favorisées et, si possible, prises en compte financièrement ( cotisations ..) et dans l'activité militante de la section.

- Les nouvelles formes d'un militantisme de terrain et de proximité, d'intervention dans la vie locale, de mise en place d'une démocratie participative doivent être portées à la connaissance des secrétaires de section, des élus et des animateurs d'associations et prises en compte dans l'activité militante de la section
- L'ouverture de nos supports de communication à l'expression des militants
- L'ouverture de nos débats aux associations, aux syndicats et au Mouvement des Jeunes Socialistes, dans le respect de leur autonomie.
- L'ouverture d'une vaste réflexion interne sur les questions dites de société

- **Des supports de communication ouverts à l'expression des militants**

On a trop entendu de critiques sur la partialité des medias à l'occasion des dernières élections présidentielles pour ne pas poser aussi clairement l'expression démocratique au sein des nôtres.

**Nous proposons donc l'ouverture de l'Hebdo des Socialistes, des journaux fédéraux et des différents sites Internet de manière permanente à l'expression des militants.**

- **Des débats ouverts avec les acteurs sociaux et le Mouvement des Jeunes Socialistes.**

Le constat d'un parti autiste a souvent été fait. Il vaut pour l'écoute de nos militants. Il se pose aussi dans notre rapport aux acteurs sociaux et aux jeunes en particulier.

Les associations, les organisations syndicales et l'ensemble des mouvements sociaux qui se développent particulièrement autour de la mondialisation participent pleinement des débats politiques majeurs qui intéressent directement nos concitoyens et les militants. Nous devons les associer à nos débats.

Les jeunes se détachent de la politique. Nous regrettons de ne pas les voir plus nombreux dans nos sections et actifs dans nos débats. Nous devons savoir tirer profit de l'existence à nos côtés d'un Mouvement des Jeunes Socialistes qui, dans le respect strict de son autonomie, peut nous apporter son éclairage sur les attentes de la Jeunesse.

**Nous proposons :**

- d'ouvrir systématiquement nos débats aux associations et syndicats, en réfléchissant notamment à leur accorder un droit d'entrée, à titre consultatif, au Conseil National et dans les conseils fédéraux.
- de construire un partenariat avec le Mouvement des Jeunes Socialistes

Nous redonnerons ainsi davantage de crédit à notre parole si nous arrivons à mener concrètement nos débats avec des acteurs sociaux partenaires et non pas simples faire-valoir. La liberté de parole de ces acteurs et leur autonomie vis-à-vis de notre Parti seront scrupuleusement respectées.

- **L'ouverture d'une vaste réflexion sur les questions dites de société**

Un parti vivant et ouvert, c'est un parti capable d'appréhender toutes les questions qui se posent à la société.

Nous l'avons dit dans nos propos liminaires : la question de la clarification idéologique nous apparaît centrale. Notre Parti doit énoncer clairement ses positions sur les questions sociales et

économiques majeures qui interpellent nos concitoyens. Il doit aussi tracer des perspectives claires sur des enjeux internationaux comme l'Europe et la mondialisation.

Au-delà, il nous apparaît clair que la rénovation en profondeur du Parti doit permettre de débattre sereinement en notre sein des problèmes de société « sensibles » qui suscitent le plus souvent la méfiance et l'hostilité de nos responsables et élus. L'impopularité présumée de tels sujets, particulièrement en milieu rural ou même chez les ouvriers - tout tournés qu'ils seraient vers la seule amélioration de leurs conditions de vie, de travail et de logement - conduit à les esquiver...

Nous devons prendre la Société telle qu'elle est mais nous devons avoir aussi pour ambition de la transformer.

Il faut avoir courage de débattre de toutes les questions et ensuite d'affirmer publiquement nos positions avec des campagnes d'opinion fortes. L'exemple de François Mitterrand sur la peine de mort est assez exemplaire. De même que celle du droit de vote des étrangers qui pour être assez largement partagée dans nos rangs n'a jamais été mise en application au motif que la Société n'y serait pas prête... N'est-ce pas dans ces conditions au Parti à accompagner le changement des mentalités, à le provoquer ?

C'est contre les tabous sur ces questions au moins que nous devons lutter fermement. Nous devons balayer ces tabous parce que ces questions sont celles qui se posent aussi à la Société. Elles ne sont pas plus importantes que d'autres. Mais ne le sont pas a priori moins non plus. Il existe d'ailleurs une véritable conception de Gauche sur ces questions. L'ouverture culturelle qui est la nôtre doit nous permettre de les aborder de la manière la moins réactionnaire qui soit.

**Nous devons mettre clairement en débat des questions telles que :**

- les drogues douces : quelle réflexion sur la dépénalisation voire la légalisation ? quelle réflexion sur la prévention au moment même où la MILDT s'oriente vers un discours moins constructif et plus répressif qu'il ne l'a été entre 1997 et 2002 et où certains parlementaires de Gauche ont revendiqué le vote de la loi sur la répression de la conduite sous l'emprise de drogues illicites ?
- l'homosexualité : quelles avancées supplémentaires pour le PACS (raccourcissement du délai de carence pour l'imposition commune, symbole de la Mairie, etc.) ? quelle réflexion sur l'adoption ?
- L'homoparentalité : faut-il attendre que les pratiques sociales soit suffisamment répandues pour oser débattre en notre sein ?
- l'euthanasie : pourquoi avoir peur de ce mot au moment même où l'actualité (l'affaire judiciaire Malèvre, le choix rendu public de Mireille Jospin de mourir dans la dignité,...) devraient nous inciter à débattre sereinement de cette question ? Les Socialistes doivent apprendre à débattre et à militer sur des thèmes qui sont au fondement de notre conception de la dignité humaine : la liberté de choisir sa mort, le don d'organes, etc...
- la prostitution : quelle position adopter entre prohibition, réglementation et abolition au moment même où la loi Sarkozy en réprimant le racolage passif semble faire régresser la perspective abolitionniste promue en France depuis longtemps en la faisant sombrer dans une dérive prohibitionniste peu efficace ?
- l'immigration, les sans-papiers et les réfugiés : quelles propositions en la matière ? faut-il accréditer l'idée de frontières hermétiques quand on les sait nécessairement poreuses ? fermer Sangatte est-ce résoudre un problème ou simplement casser la thermomètre qui le rendait visible et donc finalement insupportable à nos yeux d'occidentaux vivant dans un pays riche et dont l'aide au développement a fondu de près de moitié entre 1997 et 2002 ?

## **G. Une stratégie de Rassemblement de la Gauche**

Principale formation politique de la Gauche, le Parti Socialiste a aussi la responsabilité de proposer une stratégie de Rassemblement qui permette d'offrir une perspective politique à toutes les forces progressistes du pays.

Dans ce but et dans le respect de l'identité de nos partenaires, le Congrès mandatera les instances dirigeantes du Parti :

- pour examiner favorablement toute demande d'élargissement, sous réserve évidemment d'un accord sur la ligne politique adoptée par le Congrès.
- pour mettre en place un Comité National de liaison permanente avec les formations de gauche qui accepteront de s'y associer, les fédérations étant invitées à mettre en place des Comités départementaux, pour coordonner le combat politique contre la Droite et préparer, fin 2003 ou début 2004, la convocation d'Etats Généraux de la Gauche, départementaux puis nationaux
- les Etats Généraux de la Gauche auront comme objet de préparer les conditions d'une alternance politique en 2007.

Les conclusions de ces Etats Généraux seront soumises au vote de l'ensemble des militants.

Dans le même esprit nous devons œuvrer à fédérer l'ensemble de la gauche démocratique, sociale et écologique au niveau européen.

Les manifestations contre la guerre, ainsi que les mobilisations syndicales à l'échelle européenne, attestent de l'émergence d'une opinion publique européenne qui se construit en s'opposant à l'idéologie libérale dominante.

\* \*  
\*

Les partis sont mortels. Pour que nos Valeurs et nos Combats perdurent, il faut un grand Congrès de Dijon et un grand débat d'idées. Ce Congrès est le nôtre. Il est celui des militants du Parti Socialiste. De la force de notre message à Dijon dépend notre capacité à retrouver la confiance des Français.

Nous ne pouvons pas miser sur l'échec de la Droite pour retrouver grâce aux yeux des Français. Nous ne savons que trop à quel point ces victoires-là peuvent au final avoir un goût amer.

Le débat du congrès est fondateur de notre démocratie et de notre fonctionnement. Ce n'est pas une formalité au cours de laquelle les majorités doivent être reconduites de congrès en congrès pour « ne pas casser l'unité du Parti ». Pour construire une unité solide autour de militants convaincus, il faut faire vivre la démocratie au congrès et donc leur proposer de vrais choix.

Notre débat ne fait que commencer. Nous l'avons mené de bout en bout dans la sérénité, conscients que l'unité du Parti et des Socialistes n'était pas en cause, soucieux aussi de l'image de responsabilité que nous devons donner aux Français dans une période marquée par des tensions internationales majeures.

Le débat devra donc se poursuivre. Le Congrès de Dijon doit marquer une réelle ambition dans ce sens. Le débat n'est pas la discorde. Notre Parti n'a jamais été aussi fort que lorsqu'il a su le faire vivre en son sein. Le débat d'idées ne nuit pas à son unité.

Nous devons sortir de Dijon avec une ligne politique clarifiée et de véritables perspectives sur les questions internationales et européennes. Nous devons sortir de Dijon en redonnant confiance aux Français dans la Gauche et dans le Parti Socialiste.

Notre rénovation constitue la pierre angulaire de notre Congrès. Elle est la condition sine qua non pour que notre message parle à tous : à nos militants, aux acteurs sociaux engagés dans la société, à la

Gauche et aux Français. Nous sommes le Parti du mouvement et de la transformation sociale. Pour le demeurer aux yeux de tous, notre propre réforme est indispensable.

Trente ans après Epinay et un an après le séisme du 21 Avril, le Congrès de Dijon ne peut pas être un Congrès comme les autres, un Congrès pour rien. Cette motion, résolument militante dans son esprit après l'avoir été dans son élaboration, tente le pari d'un Congrès constituant. Elle a été élaborée au rythme des multiples réunions sur le terrain, inventée par les milliers de contacts que nous avons eu ensemble, par les cahiers fédéraux aussi qui relataient les débats partout en France !

La motion militante assume les propositions faites par les militants. Elle les reconnaît comme sujets du choix de notre orientation politique et non comme simples objets. Il ne s'agit pas d'une posture rhétorique mais bel et bien d'un travail collectif dont nous pouvons aujourd'hui revendiquer devant vous tous le fruit.

Nous ne prétendons pas avoir des réponses toutes faites, dans tous les domaines. Mais nous voulons montrer que sur les questions fondamentales (chômage, retraite, démocratie, Europe,...) une autre politique est réellement possible.

**Nous voulons enfin être les garants que le débat continuera. Qu'il continuera après Dijon.**

Face à la gravité de la crise, face à la politique libérale sécuritaire de la droite, les Français attendent du Parti Socialiste un véritable renouveau : renouveau des idées, renouveau des pratiques, renouveau des équipes. Construisons ensemble ce renouveau !

## Annexe sur les propositions statutaires

Toutes les modifications statutaires proposées dans la motion sont suffisamment explicites pour qu'il ne soit pas nécessaire de les reprendre intégralement.

La recomposition des instances dirigeantes à tous les échelons du Parti entraîne la modification de plusieurs articles.

Les dispositions relatives à la consultation directe des militants, à la décentralisation du parti, au renouvellement, au rajeunissement et à la féminisation des responsables et des élus, à la limitation du cumul des mandats feront l'objet de nouveaux articles.

Pour la présentation de «La motion militante», nous avons refusé de nous livrer à l'habituelle «chasse aux signatures» dans les fédérations, sur un texte en cours de rédaction.

Ce n'est pas notre conception du débat.

C'est pourquoi, au moment de sa mise sous presse, notre motion n'est signée que par des signataires de contributions générales qui se retrouvent dans la démarche.

C'est pourquoi aussi nous invitons tous ceux qui le souhaitent à nous rejoindre :

[contact@lamotionmilitante.org](mailto:contact@lamotionmilitante.org)

Tél : 03 27 87 60 65

Fax : 03 27 87 50 48

Marc DOLEZ, Pierre LARROUTOUROU, Barthélémy ALCANTARA, Jean Patrick GILLE, Denise Cacheux, Claude DAUBAS, Yves FOURNIER, Cécile JONATHAN, Régis LECOYER, Christian MANRIC.